PARIS - JEUDI 11 NOVEMBRE - 11 H — PLACE DE LA RÉPUBLIQUE : MANIFESTATION CONTRE LE NATIONALISME, LE MILITARISME ET LE RACISME

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

11 AU 17 NOVEMBRE 1993

N° 932

10,00 F

CONTRE LES GUERRES ET TOUS LES NATIONALISMES !

LE 11 NOVEMBRE 1918 est une date symbolique. Chacun pensait alors que l'on avait mis fin à la « der des der ». Plus jamais on ne verrait une telle boucherie, une telle tuerie, affirmait-on. Sauf qu'à Versailles, en 1920, Etats et capitalistes « vainqueurs » se sont partagés les possessions allemandes en Afrique et attribués le contrôle de zones économiques importantes (le Moyen-Orient et les Balkans entre autres). Comment s'étonner des révoltes et des guerres qui déchirent ces régions découpées arbitrairement, soumises à une administration arbitraire et une exploitation économique honteuse. Nous en subissons encore les effets, en Yougoslavie et ailleurs.

Aujourd'hui la guerre commerciale, qui fait rage pour le contrôle des marchés mondiaux, prépare inévitablement de nouveaux conflits. Nous connaissons déjà le chômage et la dégradation de nos conditions de vie. Serons-nous toujours épargnés par les massacres ? Rien n'est moins sûr.

Le capitalisme et l'Etat sont porteurs de guerre ! C'est la condition de leur survie !

Nous voyons se développer des discours protectionnistes et nationalistes, comme si la résolution des problèmes économiques, générés par le capitalisme, pouvaient se trouver dans la confrontation, l'opposition aux autres.

Il est très grave de laisser se développer de tels mensonges, sous prétexte de protéger la culture française, par exemple. C'est de cette manière que se préparent les consciences, se façonnent les mentalités et se déterminent des choix politiques de replis sur la nation, sur le groupe social qui semble le mieux à même de nous protéger. Grossière erreur bien entendu, mais tellement facile à propager puisque distillée depuis longtemps et par beaucoup trop de monde.

Avec ou sans le GATT, la concurrence entre capitalistes et Etat continuera. Aucun accord n'a jamais été respecté. Seuls les rapports de force économiques entre eux comptent. Dans tous les cas, les salarié(e)s paieront les pots cassés. Il y a urgence à réagir.

Agir et désobéir ! Agir et construire !

Il n'y a pas de fatalité ! Il est possible de construire un autre avenir !

Nous n'échapperons pas à des bouleversements profonds, toute l'organisation de la société est à repenser.

Autant ne plus subir passivement les restructurations économiques et sociale que nous impose l'ordre étatique et capitaliste ! Tant qu'à faire, agissons et préparons-nous à changer notre vie. Personne ne le fera à notre place.

Les solutions sont à chercher dans le développement et l'action d'un mouvement proposant une autre conception des rapports sociaux basés sur l'égalité économique et sociale ; le fédéralisme libertaire ; l'entraide entre individus et entre collectivités sociales.

Rejeter le nationalisme et la guerre, proposer des perspectives d'émancipation sociale, c'est déjà commencer à transformer notre quotidien. C'est ce que nous voulons dire et faire en manifestant à Paris ce 11 novembre 1993.

FA de Lyon

Miliciens druzes à Kfarmata (montagne libanaise) en 1984.
Photo AFP.

XIIe CONGRÈS DE LA CGT ESPAGNOLE P. 4

T 2137 - 932 - 10,00 F

NUCLÉAIRE

Superphénix ou la démocratie autoritaire

LES PARTENAIRES de la NERSA (1) sont dans une galère financière : bien que le chiffre officiel ne soit « que » de 28 milliards de francs (trois fois celui d'un réacteur nucléaire classique), la facture dépasse les 50 milliards selon l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques et scientifiques, et pour les chiffres réels on peut largement encore multiplier cette somme, surtout qu'aucun calcul ne tient compte de l'usine de retraitement de La Hague (dont l'existence, hors militaire, n'est justifiée que par le programme surgénérateur) et moins encore des déchets.

Si dès la fin des années 60 couraient des rumeurs sur l'installation d'une centrale sur le site de Creys-Malville, en Isère, c'est fin 1974 que commence une enquête publique pour la construction de six surgénérateurs. Fin 1973, Phénix, surgénérateur expérimental de 250 MW avait démarré, et on attaquait donc le prototype suivant, Superphénix, 1 200 MW, alors que toute progression dans le domaine technologique recommande de ne multiplier que par deux la puissance d'un prototype au suivant : la folie des grandeurs de la France (cocorico).

Malgré les protestations immédiates de scientifiques, puis de groupes, en France et à l'étranger, EDF et le CEA tiennent à leur joujou. L'Etat suit sans difficulté et le 31 juillet 1977, lors d'une grande manifestation, fort mal préparée pour éviter tout débordement, un mort et une centaine de blessés traumatiseront pour longtemps les anti-surgénérateur.

« Superphénix démarre, et les ennuis techniques commencent. »

En 1985, Superphénix démarre, et les ennuis techniques commencent. Environ 5 600 tonnes de sodium (qui explose ou s'enflamme au contact de l'air ou de l'eau) et 5 000 tonnes de plutonium (produit entièrement artificiel et très hautement radiotoxique) devraient amener à une prudence hors normes. Mais c'est compter sans nos techniciens, les meilleurs du monde (recocorico) pour qui une fuite de sodium non perçue en 1987, et non divulguée aux autorités de sûreté, n'amènera qu'à changer complètement le système de transfert du combustible (donc la conception même de la machine) et non pas à tout arrêter, ce que la prudence et la logique imposeraient.

Enfin, le 3 juillet 1990, impossible de maintenir la chose sous perfusion, arrêt obligatoire, après moins de six mois d'équivalent de productivité à pleine puissance, et six ans après son couplage au réseau. Deux ans sans fonctionnement obligent légalement à une nouvelle enquête d'utilité publique, dont les conclusions viennent d'être rendues.

La commission d'enquête, qui, selon ses propres dires, n'a aucune compétence en matière de nucléaire, a estimé que le problème des déchets débordait « *du cadre de l'enquête* ». Mais elle s'est jugée capable de conclure que l'installation « *paraît acceptable au plan de la sûreté* » !

La faible indemnisation dont se plaignent les enquêteurs ne les a pas empêchés d'aller au Japon visiter le surgénérateur Monju, dont le démarrage ne cesse d'être différé. Ils ont retenu « *la propreté exemplaire de tous les locaux, tout était rangé impeccablement* [...], *les appareils sont soigneusement étiquetés* », ce qui leur a donné l'impression que « *ce réacteur a été construit par des gens compétents* » (sic)... Par contre, ils n'ont pas vu d'opposition écologiste japonaise, omettant les dizaines de milliers de manifestants descendus dans les rues de plusieurs villes nipponnes !

(suite p. 3)

ITALIE
Symposium international sur la guerre en ex-Yougoslavie 4 - 5 décembre à San Floriano de Polcenigo

En vue d'un symposium international sur la guerre en ex-Yougoslavie, organisé par la rédaction de *Germinal* et proposé par les compagnons de la Fédération anarchiste française, qui aura lieu les 4 et 5 décembre 1993 à San Floriano de Polcenigo (Pordenone), nous vous communiquons que les thèmes proposés pour les débats sont les suivants : « Nationalisme/Ethnie » ; « Militarisme/Guerre » ; « Nouvel ordre mondial et européen » ; « Etat socialiste et national-populisme » ; « Opposition à la guerre/Limites du pacifisme » ; « Les femmes en tant que victimes de guerre : le viol » ; « Les femmes contre la guerre : une présence spécifique » ; « Les femmes et l'appartenance nationale » ; « Initiatives anarchistes et libertaires contre la guerre/Solidarité aux déserteurs ».

Nous demandons aux compagnons intéressés de nous faire parvenir dès à présent des contributions sur un ou plusieurs points proposés. Nous essaierons de traduire les textes envoyés et de les faire circuler avant le symposium. Selon l'intérêt porté aux différents thèmes, nous définirons l'ordre du jour qui devra être fait, en tenant compte du temps disponible.

Paola Mattaroli
(pour les organisateurs)

Groupe Germinal
11, via Mazzini, 34121 Trieste.
Tél. : (19-39) 40/36.80.96
(mardi et vendredi de 18 h à 20 h).
Fax : 40/30.72.10.

Contre la guerre pour la solidarité antimilitariste

La guerre est la continuation de la politique par des moyens militaires.

La menace d'une attaque aérienne imminente de la part de l'OTAN (soutenue par l'ONU et le Vatican) contre l'armée serbe en Bosnie est la démonstration de plus, derrière une façade humanitaire, d'une intervention dans l'ex-Yougoslavie, de la volonté des grandes puissances (Etats-Unis, Allemagne, Italie) de reprendre le contrôle politique et économique d'une zone stratégiquement importante. Ce qui est en train de se passer en ex-Yougoslavie, comme ce qui s'est passé pendant la guerre du Golfe et aujourd'hui en Somalie, représente une autre tentative d'imposer la domination d'un « nouvel ordre mondial » à travers une logique militaire agressive.

Après une longue période d'apparence neutre, les Etats-Unis entrent comme protagonistes dans le conflit des pays de l'ex-Yougoslavie, avec l'intention d'apporter un peu d'« ordre » et de canaliser une guerre qui pourrait mettre sérieusement en péril son influence dans les Balkans.

L'Europe n'a pas su gérer avec succès la crise yougoslave, et actuellement, elle ne peut pas trouver une position unitaire face à la proposition américaine d'une intervention plus massive.

Cela reflète sa propre crise interne, qui est en train de ruiner son unité, avec une Allemagne toujours plus forte et favorable à l'intervention contre la Serbie : l'objectif du capital allemand est d'entrer en force dans le marché de l'Europe de l'Est (il en contrôle déjà une partie) et de s'ouvrir une voie sur la Méditerranée. L'Etat italien joue un rôle souvent méconnu, mais important. En premier lieu, c'est l'un des rares Etats de la CEE possédant une frontière avec l'ex-Yougoslavie [l'autre étant la Grèce, NdlR]. Cependant, la faillite (provisoire) de la « Communauté Alpes-Adria » (Italie du nord, Croatie, Hongrie, Autriche, Bavière) lancée en 1978 et, après celle de l'« Hexagonale », un projet identique, il aspire toujours à reconstruire un ensemble macro-régional qui corresponde plus ou moins à l'ancien empire austro-hongrois (l'Etat italien, nous l'oublions trop souvent, a anticipé la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie).

Réaffirmer la responsabilité des Etats nous semble d'une importance capitale à un moment où les événements sont en train de subir une autre accélération, avec l'intervention de l'OTAN dans le conflit.

A l'origine de la guerre, il y a toujours des conflits d'intérêts représentés par l'engrenage politique et autoritaire que sont les Etats.

Nous devons condamner toute intervention militaire non seulement par principe mais parce que nous savons que toute ingérence armée ouvre la route à une logique de guerre.

La solidarité avec les populations de l'ex-Yougoslavie doit commencer chez nous avec la lutte contre la production et le commerce des armes, et la solidarité avec tous les déserteurs.

Kollectivo Arkano
(Prodenone, le 13 août 1993)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les Etats, la misère, le racisme, le trafic d'armes favorisent les guerres et ceux qui en profitent
CONTRE L'ORDRE RACISTE, NATIONALISTE, CAPITALISTE ET MILITARISTE : AGIR, DÉSOBÉIR, ÊTRE SOLIDAIRE

Paris
11 novembre - place de la République

11 h - 11 h 30 : Introduction par les organisateurs.
11 h 30 - 12 h : *Bumblebee' Spirit*.
12 h - 12 h 20 : « Capitalisme, racisme, militarisme : pas de luttes conséquentes sans remise en cause de toute la société (démocratie et dictature) ».
12 h 20 - 12 h 50 : *Les Chanteurs Livreurs*.
12 h 50 - 13 h 10 : « Les femmes : non à l'ordre moral, comment agir ? ».
13 h 10 - 13 h 45 : *Sabine Viret*.
13 h 45 - 14 h 10 : « Non au nouvel ordre mondial ! Yougoslavie, ex-URSS, Somalie, Amérique du Sud.
14 h 10 - 14 h 50 : *Désert Culturel*.
14 h 50 - 15 h 10 : « Quelles luttes aujourd'hui : racisme, nationalisme, militarisme ».
15 h 10 - 16 h : *Timides et sans complexes* (rap hard-core).
16 h 15 : Manifestation.
18 h : Fin de manif et remerciements des organisations.
Stands, buffet, boissons, librairie.
ANIMATIONS DIVERSES : dessinateurs contre la guerre, écrivains, théâtre de rue : *Les Sang Cailloux*.

Journée organisée par la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, l'Union des anarchistes, « Urgence pacifiste », le groupe parisien de Sat (travailleurs espérantistes), Réflex, la CNT-AIT historique (Bordeaux) région parisienne, l'Alternative libertaire.
Avec le soutien d'« Apache » (SCALP), de l'Union pacifiste de France, du Mouvement des objecteurs de conscience, d'Avis de Recherche, du CIRC, de la 2e UR-CNT, de la CNT Vignoles-Besançon.

BILLET D'HUMEUR

Onze mots de trop dans l'affaire HB

Béatrice Patrie, présidente du Syndicat de la magistrature, vient d'être mise en examen. A première vue, il faut reconnaître, ça aide à se lever le matin, avant le boulot : les magistrats s'entretuent ! On ne va pas avoir besoin d'intervenir, ils sont biodégradables, auto-nettoyants, les magistrats français !

A première vue seulement.

A deuxième vue, on blêmit. On frémit. Béatrice Patrie est inculpée de diffamation pour avoir écrit ceci, à propos de l'affaire de la maternelle de Neuilly : « *La décision d'éliminer Erick Schmitt revêt un caractère purement politique* ».

Soit au total onze mots, en comptant les articles et les propositions ! Ainsi en France, en 1993, on n'a pas le droit d'écrire onze mots sur l'exécution sans explication d'un homme endormi, qui n'a tué personne ! Et qui a fait beaucoup de publicité pour ses exécuteurs. Beaucoup, beaucoup. Beaucoup trop pour qu'un être humain normalement constitué n'aille pas y voir de plus près.

Or, en France en 1993, il ne se trouve que peu de journalistes à l'exemple de Charb, dans *Charlie-Hebdo*, pour s'interroger sur cette étrange, invraisemblable, incroyable affaire de prise d'otages à épisodes avec interview exclusive de l'héroïne par le journal (?) de son conjoint ! Et il faut un magistrat pour dénoncer timidement le fait, dans un organe syndical confidentiel, qui s'appelle, dérisoirement, *Justice*.

Déjà, cet été, la famille d'Erick Schmitt avait été menacée des foudres de Pasqua si elle persistait à chercher des explications. Personne n'avait bronché dans les « rédactions ».

Ce silence de la presse muselée par le fric et la couardise est scandaleux. Et il est extrêmement dangereux, pour nous, pauvres types. Il montre qu'il n'y a plus personne pour défendre les vaincus. Il montre qu'il n'y a plus de liberté dans la presse. La France devient doucement un pays de beaufs abrutis, où les juges ont pris le pouvoir, où l'on s'envoie au placard à tour de bras, avec la bénédiction d'une population décervelée par des gribouilleurs de salons de thé. Petits-fils indignes de Jules Vallès et de Zola, arrières-petits cousins bâtards de Hugo et de Lecoin, dégénérés de la plume, comme on aimerait vous botter le cul ! Hélas, comme le chantait Ferré, ils n'ont même plus de cul, les Français !

Guimou de la Tronche

Superphénix ou la démocratie autoritaire

Carte destinée au Premier Ministre qu'édite l'association « Les Européens contre Superphénix ».

(suite de la « une »)

Leur impression, après la visite russe à Bieloyarsk, est que « *cette centrale est en bon état* » et même que « *les Russes maîtrisent bien la technique de ce type de réacteur* ». Le 7 octobre dernier, ce surgénérateur a connu une avarie très grave du système de refroidissement qui a abouti au rejet de sodium radioactif.

Organisons une quête et payons-leur des lunettes.

Les commissaires-enquêteurs, sans aucune compétence en matière de nucléaire, ont donc eu besoin d'aide technique. Et ils se sont adressés aux « experts » de... la NERSA ! (2) Souvenons-nous que nous sommes un exemple de démocratie dans le monde...

D'ailleurs aucun subterfuge n'est nécessaire et c'est sans illusion, lors de la conférence de presse, en réponse à une question lui reprochant de n'avoir pas transformé ses recommandations en réserve, que le Président de la commission, M. Pronost, a déclaré : « *A quoi sert de faire des réserves si le gouvernement se fout de notre avis pour prendre sa décision ?* » (sic).

A quoi sert le gouvernement ?...

Perline

(1) Superphénix est exploité par EDF pour le compte de la NERSA, ensemble d'électriciens européens, dont la composition actuelle est : EDF (France) : 51% ; ENEL (Italie) : 33% ; et SBK 16%, répartis entre RWE (RFA) à hauteur de 68,85%, SPE (Pays-Bas) à hauteur de 14,75%, Electronucléaire (Belgique) à hauteur de 14,75% et CEGB (Royaume-Uni) à hauteur de 1,65%.

(2) Et il y a mieux : le rapport de la commission d'enquête d'utilité publique est édité par la NERSA et n'est disponible que contre 655 F, même pour les élus !

N.B. : Pour tout contact, soutien... écrire à : **« Les Européens contre Superphénix », 4, rue Bodin, 69001 Lyon.**

Les risques

Techniquement, les risques sont pharamineux. Le rapport balaie d'un revers de main le problème des feux de sodium pulvérisé de grande importance, que personne au monde ne sait maîtriser (5000 tonnes de ce métal liquide, très inflammable). Le petit frère de Superphénix, Phénix (près de cinq fois moins puissant, avec ses 250 MW) a connu des incidents, liés au cœur du réacteur, que les chercheurs n'ont toujours pas compris. Pourtant, ces problèmes de réactivité du cœur, s'ils n'étaient pas maîtrisés, pourraient conduire à ce que les nucléocrates appellent joliment une « *excursion nucléaire* » à Superphénix : son explosion, comme à Tchernobyl. Là encore, les commissaires-enquêteurs, en visite à Phénix « *n'ont pas relevé d'anomalie* ».

GATT

La Confédération paysanne expulsée de Matignon

Le Premier Ministre recevait le 18 octobre les partis politiques et les syndicats, pour décider d'une position française sur le GATT.

Pour l'agriculture, seule la FNSEA était invitée, Edouard Balladur bafouant une fois de plus le pluralisme d'idées. Gabriel Dewalle, porte-parole de la Confédération paysanne, qui s'est présenté à 14 h 30 à Matignon, a été reconduit manu militari et éloigné sous escorte policière.

Les pouvoirs publics n'écoutent que la voix de la FNSEA, prête à un compromis sur le GATT à partir du moment où seront préservés les intérêts des plus gros agriculteurs.

La Confédération paysanne rappelle que l'heure n'est pas au compromis, le veto doit être opposé à l'accord de Blair House, et que d'ici le 15 décembre, il faut faire échec au GATT.

Confédération paysanne

N.B. : pour joindre la Confédération paysanne, écrivez au 17, place de l'Argonne, 75935 Paris cedex 19. Tél. : (1) 40.35.17.29. Fax : (1) 40.35.17.25.

Ecoutez la voix sans dieu ni maître... ni publicité Radio Libertaire - Paris (89.4)

Associations

PARIS : SOIRÉE CONTRE LA DOUBLE PEINE

Le samedi 13 novembre, de 19 h à 24 h, une soirée contre la double peine aura lieu au **14, rue de Nanteuil (M° Plaisance ou bus 62 arrêt Brancion), 75015 Paris.** Au programme : projection en avant-première du film *Hexagone* (séance à 19 h) ; concert rythme (Farid et Souffiane, percussions afro-cubaines, « Impro Tournante ») à 21 h ; buffet et boissons. Entrée : 30 F. Renseignements au : **45.33.41.95.**

ISSOIRE : FÊTE DE SOUTIEN A LA « TRUIE QUI DOUTE »

Le samedi 13 novembre à « La Ferme du grand mas » à Issoire (prendre la voie située entre le complexe sportif et le camping municipal) se déroulera la fête de soutien au bar associatif libertaire « La Truie qui doute » de Clermont-Ferrand. Au programme : 15 h : jeux ; 17 h 30 : débats ; 19 h : repas (bien arrosé) ; 21 h : spectacle avec la pièce *Histoire de Fo* d'après Dario Fo par le Théâtre du Spontané ; 23 h : bal populaire. Amenez vos duvets et matelas et n'oubliez pas vos instruments de musique. Entrée : 50 F.
« La Truie qui doute », 4, rue Giscard de la Tour-Fondue, 63000 Clermont-Ferrand (ouvert le mercredi soir à partir de 21 h).

CONCARNEAU/TRÉGUNC : JOURNÉES SUR LES INDIENS

Dans le cadre des journées d'informations sur les populations amérindiennes de Concarneau, le cinéma **Le Celtic** organise du 18 au 21 novembre la projection de *Cœur de tonnerre* et *Incident à Oglala* ; le vendredi 19 à la **Ville-Close** le concert Llapaku (musique bolivienne) aura lieu à partir de 21 h (entrée 35 et 55 F) ; le samedi 20, au **CAC**, de 14 h à 18 h, se tiendront des tables de presse, des animations (contes...), de l'artisanat et la rencontre d'associations. Le dimanche 21 novembre à 16 h, une conférence-vidéo se déroulera au **Sterenn à Trégunc** (entrée : 25 F), en présence de représentants des nations indiennes et en soutien aux CPR (Indiens du Guatemala).

LILLE : RENCONTRE AVEC LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU NORD/PAS-DE-CALAIS AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX (*REPORTÉE AU 20 NOVEMBRE*)

Le CCL de Lille vous invite à débattre avec des agriculteurs promoteurs d'un syndicalisme de transformation sociale... à savoir plusieurs militants de la Confédération paysanne du Nord/Pas-de-Calais. Cette rencontre-débat aura lieu le samedi 20 novembre à 15 h au **CCL Benoît-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.**

PARIS : FESTIVAL « IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR BIEN VOIR » ET UN FILM A SOUTENIR

Le festival des films étouffés à leur sortie démarre cette année. Soirée d'ouverture le 17 novembre à 20 h au **Trianon, 80, boulevard de Rochechouard (M° Anvers), 75018 Paris,** avec le film de Renaud Victor sur la prison des Baumettes (Marseille). Un film à soutenir : depuis le 10 novembre à **l'Espace Saint-Michel, place Saint-Michel (5e arr.),** *Le Mal du pays* de Valérian Wrobel (la guerre vue par un Polonais de 15 ans envoyé au STO en Allemagne). Scéances aux heures habituelles.

XIIe Congrès de la Confederación general del trabajo

Près de quatorze années après la scission de la CNT unifiée de l'après-franquisme (au Ve Congrès confédéral de Madrid de 1979), s'est tenu à Madrid le XIIe Congrès de la *Confederación general del trabajo*, une des deux organisations qui se réfèrent outre-Pyrénées à l'anarcho-syndicalisme. La Confédération, au cours de ce congrès, en réaffirmant son orientation syndicaliste révolutionnaire et libertaire, a élaboré une réponse organique au problème actuellement posé par le pluralisme d'une partie de l'organisation. La résolution de cette question difficile, concrétisée par une modification des statuts adoptée à une importante majorité, permettra peut-être à la CGT d'Espagne de s'investir tout entière dans la mise en œuvre de la résistance à un nouveau pacte social d'austérité que le gouvernement socialiste entend faire accepter par la société espagnole avec la complaisance des Commissions ouvrières et de l'UGT.

Photo : Jacques Toublet.

La CGT d'Espagne est sans doute une petite organisation syndicale ; 128 syndicats la composent et elle ne regroupe, en comptant large, que de 20 000 à 25 000 adhérents — on pourra lire ci-dessous le bilan chiffré de la Confédération. Petite mais néanmoins organisation de référence pour toute la gauche, insistent ses militants, en particulier parce que la CGT s'oppose avec fermeté à la politique de consensus social impulsé par le gouvernement de gauche et les deux centrales majoritaires, les Commissions ouvrières, proches du parti communiste, et l'UGT d'orientation socialiste (1). Si, actuellement, des militants et des sections syndicales rejoignent la CGT, venant principalement des Commissions ouvrières, c'est parce que leurs adhérents entendent s'opposer à la conclusion d'un nouveau pacte d'austérité et de régression sociale.

Un problème d'organisation

Ce XIIe Congrès devait impérativement résoudre, sous peine de désordres internes, des problèmes d'organisation. Nous avons noté qu'une volonté commune d'aboutir animait tous les délégués. Malgré des points de vue différents, issus de plusieurs secteurs de la Confédération, les problèmes furent examinés sans affrontements.

Deux points devaient trouver une réponse organique — En premier lieu, la CGT demeurera-t-elle une confédération de syndicats ou bien sera-t-elle, à l'avenir, une confédération de confédérations régionales ? Concrètement, lors d'un congrès de toute l'organisation, les délégués présents seront-ils porteurs d'un mandat de leur syndicat local, de base, ou d'une confédération régionale qui aura déjà tenu son propre congrès avec les syndicats de ladite région. Cette question était posée surtout par la Catalogne ; elle est la projection dans le syndicalisme confédéral des régionalismes de l'Espagne.

Nous avons noté un fonctionnement très différent des syndicats français. Dans l'Hexagone, un sujet d'une telle importance aurait exigé plusieurs jours d'un débat général (2). Au contraire, le processus de décision de la CGT d'Espagne commence avant la tenue du congrès lui-même. Un texte présenté par le secrétariat est envoyé dans les syndicats après avoir été amendé et adopté par le comité confédéral (3). Les syndicats approuvent ce document ou élaborent une nouvelle rédaction. A l'ouverture du congrès, des commissions, formées de délégués des syndicats acceptés par le congrès, examinent les diverses propositions et présentent à la séance plénière une synthèse ou des formules contradictoires sur lesquelles les délégués se déterminent. Durant cet examen, un syndicat peut encore présenter des modifications (4).

En conclusion de ce point, le congrès a confirmé que la CGT d'Espagne continuerait d'être une confédération de syndicats.

Un nouvel équilibre

Le second point concernait le pluralisme interne et son reflet dans les statuts.

L'orientation traditionnelle du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol sur cette question se résume en un rejet complet de toute ingérence partidaire : il n'existait dans la CNT historique ni l'autorisation de constituer des tendances organiques — comme, par exemple, dans la défunte FEN française —, comprises comme une pénétration des partis politiques dans le syndicat, ni la possibilité pour les adhérents des partis politiques de postuler aux responsabilités syndicales, du syndicat à la confédération. Rappelons que l'anarcho-syndicalisme espagnol repousse l'idée, qui a présidé à la constitution de la CGT française, de syndicalisme neutre et unitaire. Il affirme une finalité, le communisme libertaire, et une opposition résolue aux partis politiques.

Aujourd'hui, au sein de la CGT espagnole, les militants ont souhaité que ce problème soit de nouveau examiné. Leur argumentation repose sur le fait que, depuis quelque temps, dans des régions, des membres de partis politiques de gauche adhèrent à la Confédération. Ils entrent dans l'organisation syndicale en tant que travailleurs, pour défendre leurs conditions de vie et de travail par l'action syndicale ; ils ont choisi la CGT parce qu'elle proclame que cette action syndicale doit être indépendante et dirigée par les travailleurs eux-mêmes, grâce à la démocratie et au fédéralisme internes.

La nécessité de constituer une organisation importante pour peser sur les événements et lutter avec suffisamment de force s'impose, insistent les camarades de la CGT, libertaires pour la plupart, qui appuient cette orientation. La CGT ne peut, soutiennent-ils, continuer à repousser des travailleurs, des militants qui souhaitent s'organiser avec nous, sur nos bases (5). Une dynamique de développement du mouvement anarcho-syndicaliste serait la meilleure preuve que le syndicalisme peut réellement constituer une réponse alternative aux problèmes posés aux travailleurs — ce dynamisme montrerait à tous, quelles que soient les idéologies d'origine, l'inutilité des organisations à base politique plus que toutes les interdictions sectaires.

Ce point de vue s'exprime en Catalogne, où il représente environ les trois quarts de l'organisation ; les syndicats de Catalogne réunissent quant à eux un tiers des adhérents de la CGT.

Si cette réalité doit être prise en compte, répondent d'autres camarades, il importe de repousser tout angélisme et de protéger la Confédération contre l'entrisme et l'écartèlement en tendances hostiles et concurrentes, parce que dirigées par des centres politiques extérieurs. Sans doute, ces derniers camarades n'ont-ils pas oublié la phrase célèbre du parti communiste français des années trente : «Nous entrerons dans le CGT comme une pointe d'acier dans une motte de beurre !»

Après trois jours de débats et de réflexions, la commission a proposé un nouveau mode opératoire, accompagné d'une nouvelle rédaction des statuts, qui a recueilli l'approbation du congrès.

1. Les tendances organisées ne seront pas reconnues par la Confédération. En revanche, le congrès propose aux syndicats (6), aux fédérations locales de syndicats, aux fédérations « comarcales » et aux « regionales » d'examiner la possibilité que soit représentée, dans les comités correspondants, la minorité, si elle recueille un tiers des mandats sur ses positions. Chacune des structures concernées devra se déterminer sur cette question. Enfin, cette nouvelle pratique organique ne s'appliquera pas au niveau national.

2. La Confédération conserve son orientation anarcho-syndicaliste s'agissant des partis et des élections politiques. Est renouvelée également l'impossibilité pour les dirigeants ou le personnel politiques d'exercer des responsabilités dans l'organisation ou d'utiliser le sigle du syndicat pour des actes politiques. En revanche, les membres de partis politiques, s'ils

LA CGT ESPAGNOLE EN CHIFFRES

Nombre de syndicats par régions

Andalousie, 28 dont
métallurgie, 2;
admin. publique, 2;
enseignement, 3;
santé, 2;
alimentation, 1;
commerce, 1;
transports, 2;
textile, 1;
banque, 1;
publicité, 1;
métiers divers, 12.

Aragon, 6 dont
admin. publique, 1;
enseignement, 1;
métallurgie, 1;
transports, 1;
santé, 1;
métiers divers 1.

Asturies, 7 dont
métallurgie, 1;
hôtellerie, 1;
transports, 1;
nettoiement, 1;
métiers divers, 3.

Iles Baléares, 1
métiers divers 1.

Cantabrie (Nord), 5 dont
tabac, 1;
transports, 1;
métallurgie, 1;
métiers divers, 2.

Castille-Léon, 7
métiers divers, 7.

Catalogne, 36 dont
admin. publique, 1;
banque, 2;
poste, 2;
enseignement, 1;
spectacles, 1;
hôtellerie, 1;
nettoiement, 2;
métallurgie, 4;
chimie, 5;
santé, 1;
transports, 1;
textile, 1;
mines, 1;
métiers divers, 13.

Pays Basque (Euzkadi), 7 dont
banque, 1;
hôtellerie, 1;
nettoiement, 1;
transports, 1;
métiers divers, 4.

Galice, 5 dont
transports, 1;
métiers divers, 4.

Madrid, Castille, Manche, 11 dont
admin. publique, 2;
banque, 1;
enseignement, 1;
métallurgie, 1;
santé, 1;
assurances, 1;
transports, 1;
métiers divers, 3.

Valence, 20 dont
admin. publique 1;
imprimerie, 1;
banque, 2;
commerce, 1;
enseignement, 1;
nettoiement, 1;
métallurgie, 2;
santé, 1;
transports, 2;
métiers divers, 8.

Le plus gros syndicat de la Confédération, celui des Métaux de Valence, compte un peu plus de 1100 adhérents.

Nombre de délégués au congrès, 224.

n'occupent ni fonction responsable dans leur parti ni poste électif, pourront postuler aux responsabilités internes de la Confédération, du syndicat local au comité régional. Cependant, ils ne pourront être ni secrétaires à l'organisation ni secrétaires généraux à aucun niveau ; ils ne pourront non plus être membres du comité confédéral, instance de gestion de toute l'organisation entre les congrès.

Contre un nouveau pacte social

Dès la fin du congrès, le problème statutaire ayant trouvé une solution largement majoritaire, la tâche principale des militants et des organisations de la CGT sera de tendre à unifier tous les éléments de la société civile attaqués par l'actuel projet capitaliste de restructuration. Les conditions de travail s'aggravent, les rémunérations, les ressources affectées à la santé, les retraites se réduisent et se réduiront encore. Seule une mobilisation de toute la société peut faire reculer une telle perspective. Outre-Pyrénées, le taux de chômage dépasse déjà les 25% de la population active. Un syndicalisme de transformation sociale peut, avec l'approfondissement de ces bouleversements, poser la question de la viabilité du capitalisme et de son dépassement.

Dès avant son congrès, la CGT avait invité les centrales syndicales à se réunir afin d'examiner les possibilités d'impulser un travail syndical commun de sensibilisation de la population. Sans réponse jusqu'à aujourd'hui.

Dans les mois qui précèdent, des actions communes eurent lieu. Par exemple, avec la CNT-AIT, à Bilbao, pour le 1er Mai ; dans les postes, à Madrid ; ou chez les cheminots de Malaga ; également en soutenant les mouvements de squatters.

Ou avec les CC OO, pour mettre en œuvre une campagne contre le projet gouvernemental d'abolir l'obligation pour le patronat d'une autorisation administrative avant licenciement — initiative qui obtint le report du texte qui prévoyait cette suppression.

Les deux centrales majoritaires, affirment les militants de la CGT, s'apprêtent de nouveau à négocier avec le gouvernement un pacte social. Ce dernier, sous le fallacieux prétexte d'accroître les postes de travail en réduisant le coût de la main-d'œuvre, sera l'occasion de plus de flexibilité, de plus de mobilité professionnelle et géographique, d'une révision en baisse des contrats de travail, d'attaques contre le statut de la fonction publique. En outre, seront incluses dans les dispositions de ce nouveau pacte des dispositions anti-grève. Déjà, avec le ministre de l'Intérieur Corcuera, des tentatives d'intimidation et de répression sournoise ont été expérimentées, en restreignant les possibilités de manifester ou en frappant d'amendes les travailleurs qui occupent les entreprise en grève.

Un congrès de renforcement

« *Aujourd'hui,* répète José María Olaizola, le nouveau secrétaire général de la CGT, *l'heure est au travail pratique ; la Confédération vient de se doter de nouveaux statuts qui donnent la possibilité à chaque militant de trouver sa place dans l'organisation. Les positions de la CGT sont claires : elle appelle la société tout entière à résister aux coups que le capitalisme est en train de lui porter.*

« *Si nous sommes suffisamment nombreux et déterminés à nous y opposer, nous pouvons faire échec à son projet de régression politique et sociale.* »

Pour progresser vers cet objectif, la Confédération doit entreprendre, sur plusieurs plans, un important effort. Tout en prolongeant l'actuel effort des sections syndicales d'entreprise, il est nécessaire que les syndicats accroissent la présence de la CGT dans les localités. Certes, le travail spécialisé dans l'entreprise est indispensable. Mais une volonté constante doit animer les militants, les syndicats, les fédérations locales pour intégrer à leur réflexion la dimension de la profession, de la région et les questions générales du conflit entre le travail et le capital.

Une telle activité, si elle pouvait se développer avec une intensité suffisante, montrerait à tous les travailleurs, à tous les adhérents de la CGT, aux anciens comme à ceux qui s'affilient aujourd'hui, les différences existant entre le modèle anarcho-syndicaliste de la CGT et les autres syndicats, en particulier son caractère horizontal et non bureaucratique.

En conclusion, les militants de la CGT estiment que ce XIIe Congrès fut satisfaisant, avec des débats sans rupture ni affrontements, discrets. Un congrès de renforcement pour préparer l'avenir.

Un dernier mot. Associons-nous par la pensée aux délégués du congrès pour saluer la mémoire du grand lutteur que fut Felix Carrasquer, dont nous avons appris le décès au cours des assises, et assurer Mati Escuder, sa compagne, de toute notre solidarité. Un tel congrès eût recueilli leur approbation, eux dont toute la vie ne fut qu'un long dévouement pour le syndicalisme libertaire.

Jacques Toublet

(1) Les responsables de la CGT nous ont affirmé que les CC OO comme l'UGT rassemblaient chacune, à peu près à force égale, et au plus, trois cent mille adhérents.
(2) Pourrait-on l'imaginer dans un pays aussi centraliste que le nôtre ?
(3) Le comité confédéral comprend les huit permanents du secrétariat permanent élus par le congrès, les onze secrétaires de région ainsi que les dix secrétaires de fédération d'industrie.
(4) Les congrès du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol sont l'organisation d'une démocratie directe de syndicats.
(5) Ces sections syndicales ou ces groupes de travailleurs qui adhèrent à la CGT viennent souvent des CC OO ; la plupart n'ont pas d'affiliation partidaire ; pour les autres, il sont membres de la LCR, groupe trotskiste qui se réclame, à Barcelone, du POUM (ce groupe n'a d'ailleurs pas décidé que « le » syndicat était la CGT et la plupart de ses affiliés sont aux CC OO) ; ou bien du Parti communiste des peuples d'Espagne, branche gauche des ex-staliniens espagnols ; ou encore de l'Esquerra, organisation politique historique de la gauche catalane. Il apparaîtrait que cette dernière s'interroge sur l'opportunité de constituer une confédération syndicale.
(6) Précisons qu'il s'agit de syndicats d'industrie locaux, de ville par exemple. Dans les entreprises existent des sections syndicales.

ALLEMAGNE

Antifascistes contre Republikaners

DIMANCHE 31 OCTOBRE se tenait le congrès fédéral des Republikaners, le parti du populo-démagogue d'extrême droite Schönhuber, à Rastatt près de Karlsruhe (Bade-Würtemberg). 1200 flics, 3 canons à eau, un hélicoptère, des unités spéciales à cheval et toute une flopée de poulets en civil et d'agents de (l'in)sécurité assuraient la protection du congrès, bloquaient et filtraient tous les accès de la ville, et attendaient de pied ferme l'arrivée des 3 à 4000 contre-manifestant(e)s, professionnel(le)s du désordre et troubadours du chaos, comme la presse s'attache à nous décrire.

Dès 8 heures du matin, après de multiples contrôles et tracasseries policières, des manifestants et manifestantes tentaient d'empêcher la tenue du congrès en stoppant les voitures des Republikaners, en bloquant les issues menant à la salle de réunion. En vain, les flics faisant en sorte que les fafs puissent accéder sans bobo à ladite salle. Matraquages, arrestations... classique !

A 11 heures, une manif rassemblait des organisations syndicales, des Verts, des démocrates... et des autonomes, encadrés de chaque côté par deux rangs de flics casqués, la matraque au poignet. Ambiance...

Cinq à six cents personnes quittaient alors soudain la manif en direction du congrès des Reps, et forçaient les barrages policiers. Débordés un instant, les keufs reculèrent, mais réussirent néanmoins à encercler et stopper le bloc antifasciste. Devant le surnombre et la brutalité des forces de l'ordre, tout le monde s'est replié sous bonne escorte sur une place du centre-ville où une fête antifasciste avait lieu. En tout, une trentaine de personnes ont été interpellées.

Le succès des Reps de Schönhuber repose sur leur image de parti « *conservateur, démocratique, et de contestation des Allemands moyens* ». Derrière cette façade électoraliste, il se font l'expression des idées racistes et nationalistes qui existent dans des couches très larges de la population.

Officiellement, ils se distancent des crimes racistes (plus de soixante en deux ans, soit un meurtre raciste toutes les trois semaines !), mais ils en sont les instigateurs, tout comme l'ensemble de la classe politique allemande, de part le climat xénophobe et raciste qu'ils créent et entretiennent dans la société.

Les Reps sont directement impliqués dans les attentats racistes : en 1992, un élus des Reps au Landtag du Bade-Würtemberg est impliqué dans un attentat raciste ; le responsable des Jeunes republikaners du Bade-Würtemberg participe à l'assaut d'un centre culturel autonome à Pforzheim ; à Quedlimburg, en novembre 1992, lors d'une perquisition, les flics tombent sur un véritable arsenal dans la cave d'un Rep.

Il faut à tout prix empêcher que cette liste s'allonge, à tout prix que les Reps continuent à s'organiser, à s'exprimer et à préparer d'autres attentats racistes et meurtriers.

Daveman
(correspondant ML à Berlin)

Pérou : la politique de Fujimori le mouvement anarchiste et le Sentier Lumineux

LE PÉROU est un pays qui traverse actuellement une situation politique et sociale explosive. Depuis le coup d'Etat mené par Alberto Fujimori le 5 avril 1992, la répression du peuple péruvien s'est accentuée ces derniers temps ; et ceci après avoir instauré une dictature qui supprima les minuscules droits que garantissait l'ordre constitutionnel, qui faillit d'ailleurs être réintroduit au cours d'un autre coup d'Etat (manqué celui-là), tenté par des militaires le 13 novembre 1992.

Aujourd'hui, après la grande farce électorale du 22 octobre 1993, qui s'appela « Congrès constituant démocratique », la dictature de Fujimori compte avec un Congrès servile, avec une majorité absolue pour approuver les lois qui balisent le chemin aux mesures économiques assassines et anti-populaires, pour favoriser l'investissement privé étranger, c'est-à-dire la vente du pays au FMI et à la Banque mondiale, soumis et contrôlés par les Etats-Unis.

Dans cette offensive du capital et le l'impérialisme yankee, l'opposition et le mécontentement croissent jour après jour ; les attentats, les grèves et la situation de guerre interne, qui est quotidienne dans la sierra et la forêt du Pérou, la répression constante et la violation des droits humains placent le pays dans une situation pré-révolutionnaire.

En plus de la situation d'agitation extrême, les conditions d'organisations du peuple sont prêtes pour affronter l'offensive bourgeoise.

L'opposition la plus forte est le Sentier Lumineux (autoproclamé « Parti communiste du Pérou ») de tendance marxiste-léniniste, mené par Abimaël Guzman, aujourd'hui arrêté par la police.

La guerre, initiée par le PC du Pérou depuis douze ans, arrive maintenant dans les villes.

Le mouvement anarchiste n'est pas bien grand mais très actif. Rien qu'à Lima, la capitale du pays, sont publiés trois journaux : *Bandera Negra*, *la Protesta* et *Collectivizacion*. Il existe ainsi six collectifs fédérés au sein de la Coordination des groupes anarchistes ; celle-ci est un projet fédératif qui cherche à s'étendre au niveau national, puisqu'il y a d'autres regroupements dans d'autres villes du Pérou. Le travail des anarchistes péruviens s'est orienté dans la création de noyaux actifs dans les divers secteurs de la population, lesquels noyaux sont déjà suffisamment capables et auto-formés idéologiquement pour affronter la répression, d'où qu'elle vienne. Cette étape de mécontentement et de misère généralisée se présente pour nous comme une opportunité unique pour organiser et consolider une alternative de base et une opposition radicale et révolutionnaire face au capital et à l'Etat. Dans ce contexte, nous, anarchistes, assumons la dure tâche de construire un projet révolutionnaire au milieu d'une situation difficile. Nous ne devons pas seulement affronter la répression étatique fasciste qui cherche à barrer toute opposition qui se présente à elle, mais en plus, nous devons faire face à l'autoritarisme dogmatique et sectaire du Sentier Lumineux, dont les pratiques ne reflètent pas les aspirations du peuple pris dans son ensemble. Après douze ans de violence politique, le Sentier n'est pas arrivé à mobiliser le peuple vers un projet révolutionnaire. Il n'attaque pas directement la bourgeoisie et sa pratique autoritaire l'amène aux extrêmes en tuant des dirigeants populaires et en menaçant toute organisation populaire qui ne veut pas se soumettre à lui, imitant en cela les organisations gauchistes d'opposition. Toute opposition non contrôlée par lui est étiquetée, selon leurs critères de « révisionniste », et par conséquent d'ennemie. C'est dans ce sens que nous pouvons nous rendre compte de la situation dangereuse dans laquelle les anarchistes péruviens cherchent à se développer. C'est pourquoi nous faisons un appel à la solidarité internationale avec notre lutte. Nous avons besoin d'appui financier et de matériel d'information.

Traduit d'*Akefalos* n° 4
de l'Athénée libertaire de Gracia
(Barcelone)

RECTIFICATIF
CASSETTES RADIO LIBERTAIRE SUR L'INDE

Les Relations internationales de la FA ont édité une série de cinq cassettes sur l'Inde, se présentant comme suit :
A) « *Aspects historiques, religieux et politiques* » (une cassette de 90 minutes. Prix : 40 F) ;
B) « *Situation politique depuis l'indépendance - Le conflit hindou-musulman* » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix des deux cassettes : 60 F) ;
C) « *La musique classique hindoustanie* » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix des deux cassettes : 60 F).
Par ailleurs, on peut consulter un dossier documentaire sur l'Inde, *Les conflits intercommunautaires*, à la librairie du Monde Libertaire.

LYON

L'université Lyon III s'offre à Mac Donald

Du restaurant universitaire à 12 francs au Mac Do à 30 francs... les étudiants manifestent devant l'ex-manufacture des tabacs à l'occasion d'une visite ministérielle

UNE PETITE poignée d'étudiant(e)s ainsi que l'équipe du tout nouveau Mac Donald lyonnais se souviendront certainement longtemps du jeudi 14 octobre. En effet, l'année universitaire lyonnaise a commencé avec l'ouverture de nouveaux locaux situés dans l'ancienne manufacture des tabacs et destinés à accueillir près de 6 000 élèves inscrits en première année à Lyon III.

Si cette opération « bol d'oxygène » pour les anciens locaux était plus que louable, les étudiants inscrits dans cette université vont vite déchanter lorsqu'ils s'apercevront que ni restaurant universitaire ni cafétéria n'avaient été prévus. La seule source d'alimentation sur place est... un Mac Donald ! Et oui, un beau Mac Donald tout neuf intégré aux bâtiments de l'université.

De plus, en cette journée du 14 octobre, notre brave ministre de l'Enseignement supérieur était justement là pour inaugurer cette belle université (le Mac Do compris !).

L'occasion était trop belle pour dénoncer à la fois cette opération crapuleuse (entre un repas à 12 F au resto U et un à 30 F au Mac Do, il y a une sacré marge de bénéfice !) mais aussi le joli projet de loi que nous a préparé le ministre, et qui vise à réduire les Allocations logement-solidarité (ALS) de 900 F par mois à 300 F dès juillet 1994. Et sans oublier les conditions de rentrée et d'inscription, qui sont de plus en plus dures d'années en années (ceux qui arrivent à s'inscrire dans tous les enseignements de leur choix sont de sacrés veinards !).

A l'appel des deux syndicats estudiantins UNEF-ID et AGEL-UNEF, un peu plus d'une centaine d'étudiant(e)s, venu(e)s presque tous de Lyon I et Lyon II, manifestèrent leur colère.

Première constatation : la flicaille avait nettement mieux mobilisé, puisqu'elle était pratiquement le double. Et oui, un ministre ça se protège ! En toute logique, nous avons été bloqués à l'entrée de la fac où seuls ceux capables de montrer patte blanche (comprenez une carte d'étudiant de Lyon III) pouvaient pénétrer.

Une délégation des syndicats fut quand même reçue pour s'entendre dire que, vue la situation économique et sociale du pays, les étudiants devaient à leur tour se serrer la ceinture, que de toute façon nous étions des privilégiés et qu'il ne fallait pas compter que l'on revienne sur le projet de restriction des ALS ! Quant au Mac Donald, aucun commentaire !

Monsieur le ministre renvoya très rapidement la délégation, préférant certainement, après ces belles paroles, retourner se goinfrer de toasts et de champagne.

Vu les résultats de la discussion, dehors les esprits commencèrent à s'échauffer, et si nous ne pouvions pas pénétrer dans la fac, le Mac Do, par son ouverture sur la rue, lui, était accessible. Chose dite, chose faite, une trentaine de militants investirent rapidement les lieux, débordant les monsieurs muscles avec banderoles et autocollants en poche. Le Mac Do fut rapidement transformé en champs de bataille où toute activité lucrative fut rendue impossible.

En fin d'après-midi, les derniers manifestants quittèrent les lieux en brandissant chacun un jus d'orange offert par l'équipe Mac Donald, soulagée de nous voir quitter les lieux... Ça se passe comme ça chez Mac Donald !

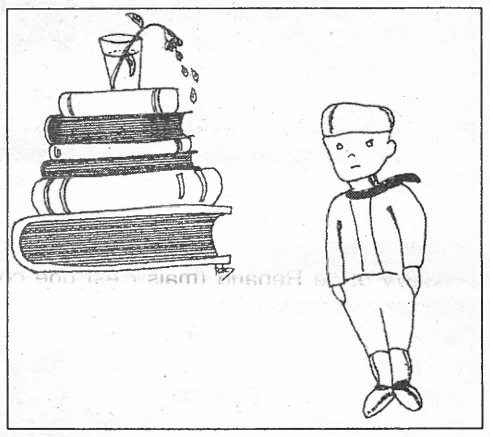
Cette première journée d'action semble nous avoir rendu confiance dans nos capacités d'intervention, et nous espérons que ce n'est que le point de départ d'une mobilisation et de luttes qui ne demandent qu'à grossir.

La restriction des ALS de deux tiers, ainsi que l'implantation de Mac Donald dans les facultés et plus généralement la livraison de l'enseignement supérieur au patronat que nous prépare le gouvernement, ne sont pas encore choses faites. C'est de la mobilisation de chaque étudiant(e) qu'il en dépend ! Il est grand temps d'agir, de montrer que l'esprit de révolte n'est pas mort à l'université. Mobilisons-nous !

David (gr. Kronstadt - Lyon)

L'ÉCHEC SCOLAIRE EN QUESTION

Le mensonge de M. Bayrou



Avant les élections législatives et depuis sa nomination comme ministre de l'Education, M. Bayrou sillonne les villes et les campagnes en répandant partout la « bonne » parole : « Citoyens, réveillez-vous, un scandale a frappé l'école de la République. Sachez qu'un enfant sur cinq entre en sixième sans savoir lire ! Peut-on voir là exemple plus frappant de l'échec lamentable de l'école de la "gueuse". »

Frappé par ce cri d'alarme, j'ai regardé autour de moi. « Vous vous rendez compte, un enfant sur cinq à onze ans ne sait pas lire, après cinq ans de présence sur les bancs de l'école primaire ! »

Ce que j'ai vu m'a partiellement rassuré : toutes les têtes blondes possédaient parfaitement leur abécédaire et le reste. Peut-être M. Bayrou faisait-il allusion à une situation déjà ancienne. J'ai donc plongé dans mes souvenirs. Pas de problème, à l'époque, au CM2, les règles des participes étaient entrées dans toutes les têtes, de gré ou de force.

Alors je me suis posé la seule bonne question, par laquelle j'aurais dû commencer : « D'où M. Bayrou tire-t-il une information si capitale ? » Et bien tout bonnement d'une étude très sérieuse réalisée par un institut de recherches pédagogiques. Que dit-il, ce fameux rapport ? Tout d'abord, il précise que l'étude a porté sur un échantillon de taille trop faible pour avoir une valeur autre qu'indicative. Ensuite, le thème de l'étude était : « Combien d'enfants sont capables, à l'entrée en sixième, de rédiger une analyse critique d'un texte proposé ». Les chercheurs s'attendaient à un résultat médiocre. A leur grande surprise, comme ils l'écrivent, au moins quatre enfants sur cinq étaient capables d'un tel travail. Ils étaient enthousiasmés par le caractère très positif, à leurs yeux, du résultat. On est loin de la vision catastrophique de M. Bayrou, de la vision de « l'enfant sur cinq qui ne sait pas lire ! »

En creusant un peu, on peut se poser la question : « A qui profite le crime ? » Elémentaire, mon cher Watson. La faillitte pédagogique définitive de l'Education nationale (qui n'est pas à la CNT notre tasse de thé...) étant « démontrée », il faut s'empresser d'augmenter la puissance de l'école catholique qui, elle, saura apprendre à lire à ce cinquième enfant, réfractaire à tout enseignement. Aviez-vous remarqué que Bayrou rime avec Falloux ?

N'empêche : il n'est pas très rassurant de savoir que l'on a confié le portefeuille de l'Education à un menteur et un tricheur.

Yves Peyraut
(extrait du N° de septembre du « Combat syndicaliste - Fédération Santé-Social-Education » de la CNT-AIT)

UNIVERSITÉ DE ROUEN

Les marchands à la fac

VOILÀ DES ANNÉES que pour aller de la bibliothèque universitaire à la fac de Lettres, à Rouen, on se tartine les chaussures de boue. Idem lorsqu'on veut aller de la BU à la fac de Droit. Voilà des années que la direction de la faculté promet des allées. Voilà des années qu'on remet ça à une prochaine. Trop cher.

Par contre, deux mois auront suffit pour construire une cafétéria privée adossée à la fac de Lettres, qui a déjà ouvert ses portes, et, surtout, une agence du Crédit lyonnais, qui sera inaugurée dans peu de temps. Résumons : tu peux aller chercher 100 F au Crédit lyonnais (pourquoi le Crédit lyonnais et pas une autre banque ? Les voies du pot-de-vin administratif sont impénétrables), puis tu peux aller les dépenser soit à la cafétéria, soit en achetant une affiche au marchand d'images dont les activités ont lieu carrément dans le hall de la fac. S'il te reste de l'argent, tu pourras payer tes droits d'inscription (d'ailleurs en augmentation), et aller en cours. Stop ! Si nous ne réagissons pas, dans deux ans, des VRP viendront nous fourguer une cuisine encastrée payable en dix fois en plein cours d'histoire.

Que la fac soit coupée du monde extérieur, qu'elle soit un lieu entre parenthèses dans la vie de la communauté est déplorable. Qu'elle ait été, dans une certaine mesure, un lieu entre parenthèses dans celle des marchands, était une chance. Cela n'avait que trop duré, ont dû se dire les faiseurs de fric.

Les étudiants (parce que la plupart d'entre eux n'a aucune conscience de sa condition de brebis à tondre présente et à venir) sont les victimes idéales d'une boîte à pognon qui vient directement s'installer sur leur lieu de vie, sous l'apparence d'un « service moderne », d'un « mieux être ».

Non seulement cela contribue à faire de la fac un lieu comme les autres, où l'on va d'un distributeur de billets à un endroit pour les dépenser ; mais aussi à en faire un lieu qui continu d'être coupé du reste de la ville, puisque tout s'y pense comme ailleurs en vase clos.

Etudiant, tu n'as même plus besoin d'aller aux marchands, les marchands viennent à toi ! Grâce à tous ces corbeaux, la fac peut enfin devenir une école de la vie à part entière : crédit, consommation immédiate, tentations multiples (la première étant de dépenser son argent là où les autres le font pour ne pas être rejeté de fait...).

Pour compléter cet enseignement, un flic se charge d'apprendre aux étudiants que même s'il n'y a plus de place pour se garer (on a préféré la banque au parking), on ne met pas sa voiture sur un terre-plein ou un trottoir ; « carnet de notes » vert à la main. Il ne manque plus qu'une matinée d'information sur les carrières de l'armée et une aumônerie, et le tableau sera complet. Comment ? Ça s'est déjà fait ? C'est dégueulasse ! Ta gueule, va bosser, la France capitaliste a besoin de troupes fraîches !

David (gr. de Rouen)

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

EXPOSITION A CARMAUX

« Mémoire de la mine »

« Mémoire de la mine » par D. Delpoux... Exposition de soixante-seize photos de mineurs retraités, dans leur maison, à l'endroit choisi par eux-mêmes ou vues extérieures des maisons de mineurs que fit construire la Société des Mines de Carmaux (société visée en novembre 1892 par la célèbre marmite des Bons enfants d'Emile Henry).

Le dur travail a marqué les corps et les visages de ces travailleurs, témoins vivants de l'« âge du fer ». On peut relire la date de naissance et recalculer l'âge pour vérifier que le travail tue, que le travail nuit.

L'exposition-photos se déroule à Carmaux, au centre culturel, jusqu'au 20 novembre. Elle s'est ouverte seulement quelques semaines après la visite, en faveur de *Germinal*, de Claude Berry et de Renaud (mais c'est une coïncidence). Elle sera à Paris courant janvier.

A propos du travail de la mine, citons Lewis Mumford dans *The Myth of the machine : the Pentagone of power* (Le Mythe de la machine : le Pentagone du pouvoir) : « *...indifférence aux facteurs humains, à la pollution et à la destruction du milieu, accent mis sur un processus physicochimique en vue d'obtenir le métal ou le carburant désiré et, par-dessus tout, isolement géographique et mental par rapport au monde concret du fermier et de l'artisan, et au monde spirituel de l'Eglise, de l'Université et de la Cité. Par son effet destructeur sur l'environnement et son mépris des risques imposés à l'homme, l'activité minière se rapproche beaucoup de l'activité guerrière — comme la guerre, la mine produit souvent un type d'homme dur et digne, habitué à affronter le danger et la mort [...], le soldat vu sous son meilleur jour. Mais l'animus destructeur de la mine, son sinistre labeur, son aura de misère humaine et de dégradation du paysage, tout cela, l'activité minière le transmit aux industries utilisatrices de sa production. Le coût social dépassait largement le gain mécanique* ».

Didier

LITTÉRATURE

« Comme un roman » Daniel Pennac éditions Gallimard

Comme un roman, mais ce n'est pas un roman ! C'est un livre sur l'amour du livre et de la lecture. Pennac revendique les droits imprescriptibles du lecteur : le droit de ne pas lire, de lire n'importe quoi, de sauter des pages, de lire à voix haute...

Il analyse et ironise sur tout ce que l'on peut dire et surtout ne pas faire, à propos de la lecture et indique que « *c'est quand même mieux que la télé, ça développe l'esprit critique* ».

Pennac propose une méthode (testée) pour attirer les non-lecteurs vers le livre. L'incitation sans obligation. A l'opposé de ce que fait l'école, cette méthode donne des résultats.

En souhaitant que de nombreux enseignants liront ce livre pour en suivre les conseils, je vous souhaite à tous un agréable moment.

Didier

LYON
SAMEDI 13 NOVEMBRE
20 H
concert de soutien
à La Plume Noire
(librairie de l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA)
avec
JEAN-MARC LE BIHAN
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc
69001 Lyon

A l'occasion
de la parution des actes
du colloque
« Art et anarchie »
(organisé pour les dix ans
de Radio Libertaire)
aux éditions Via Valeriano
FORUM
SAMEDI 20 NOVEMBRE
16 heures
avec les participants
du colloque
à la librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Rappel d'« Art et anarchie »

Il y a deux printemps, j'organisais à l'occasion des 10 ans de Radio Libertaire un colloque intitulé « Art et anarchie ». La parution des actes du colloque initialement prévue aux éditions du Monde Libertaire, en avril 1992, n'a pu se faire. En effet, rien n'est simple en pays d'Anarchie.

Les actes paraîtront finalement en octobre 1993 dans une coédition Via Valeriano/La Vache Folle. Mais comme un malheur n'arrive jamais seul, j'ai par une erreur de manipulation, détruit partiellement la base de données qui recense les souscripteurs de ces actes, et je suis privé aujourd'hui de leur adresse. Je leur demande donc de bien vouloir me l'adresser (1), afin que je puisse leur envoyer l'ouvrage pour lequel ils ont souscrit.

A. Robèr

(1) DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

Ciné sélection

« Galères de femmes »

A l'écran depuis le 10 novembre

GALERES DE FEMMES n'est pas un film sur la prison ni même un reportage sur la vie quotidienne à la Maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis. Jean-Michel Carré nous fait découvrir sept femmes qu'il appréhende « *comme des individus à part entière pour lesquels la prison est un moment particulier de leur vie* ». Il a choisi de leur donner la parole.

L'incarcération des femmes est une réalité souvent négligée voire occultée (elles représentent 14% de la population carcérale). A travers l'itinéraire de Cathy, Isabelle, Sylvia, Laurence, Sylvie, Christine et Fouzia, on comprend mieux ce qui se cache derrière les statistiques de l'Administration pénitentiaire : 80% des femmes sont incarcérées pour toxicomanie, 60% sont récidivistes et 45% d'entre elles sont séropositives... De plans fixes dans l'univers clos de la prison en longs travellings à l'extérieur, Jean-Michel Carré démontre à quel point les femmes de Fleury payent le prix fort d'un système patriarcal. Car la prison n'est qu'un aspect de la triple peine qui les frappe.

« *C'est le cercle vicieux : pour payer l'hôtel et les amendes, il faut se prostituer ; pour supporter la prostitution, il faut retoucher à la came et pour payer la came, il faut se prostituer ou voler. Voler ? C'est le plus sûr moyen de retourner en prison, alors la prostitution c'est le moindre mal* » (Isabelle). Un moindre mal pourtant lourd de signification : quand tombe la condamnation à la peine de privation de liberté, ces femmes, comme Isabelle, ont déjà payé de l'intégrité de leur corps leur toxicomanie. D'ailleurs, défonce et prostitution fonctionnent sur le même registre, celui de l'auto-punition, de l'agression retournée sur soi-même. (1)

Pour sortir de cet engrenage, la « réinsertion » passe bien souvent par la maternité : « *J'aurais aimé avoir un enfant, peut-être qu'un enfant ça m'aurait permis de ne pas en être là aujourd'hui. C'est la seule chose que je regrette* » (Laurence). Pour des femmes qui ont le sentiment de ne plus maîtriser leur existence, l'idée d'avoir un enfant les raccroche à la réalité, et devient la seule perspective d'avenir : « *Est-ce le suicide de ma meilleure amie dans une cellule voisine quelques jours auparavant, le désir d'être femme jusqu'au bout ou encore pour continuer ma vie au travers de mon enfant, sûrement les trois raisons à la fois* » (Fouzia). Mais pour toutes ces femmes de Fleury devenues mères, la maternité comme possible réinsertion sociale n'est bien souvent qu'une illusion de plus. Nombre d'entre elles, comme Sylvie, verront leur enfant placé à la DDASS, quand travail régulier et lieu de vie décent n'existent pas. C'est alors tôt ou tard le retour à Fleury.

Etiquetées comme toxicomanes ou prostituées, niées comme femmes ou mères, les femmes incarcérées qui témoignent dans le film de Jean-Michel Carré ne laissent planer aucun doute sur la prise en compte en prison de la séropositivité ou du SIDA, quand il se déclare.

Impossible d'oublier les conditions d'incarcération à l'hôpital de la Pitié (sic) de Fouzia, sidéenne : porte continuellement ouverte avec deux policiers en faction, blocage de la fenêtre par un cadenas et interdiction de visite. C'est une des images fortes de *Galères de femmes*, comme l'image insupportable du mitard.

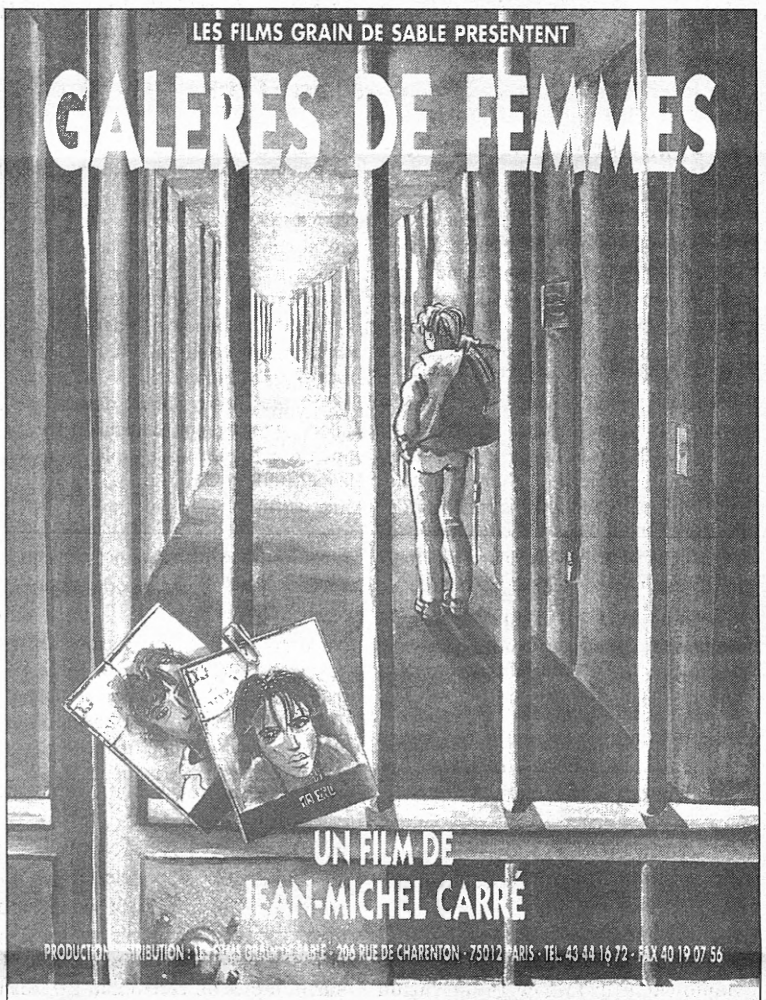
Difficile également de ne pas voir la complexité de la prison et le paradoxe, même, de certains témoignages : « *En prison, il y a surtout des gens énormément malheureux. Ils ont échoué là souvent parce que c'était le seul moyen d'échapper à la solitude, d'échapper à la came aussi. C'est parfois la seule possibilité pour s'en sortir, pour ne pas crever au bout d'une aiguille* » (Michelle).

Au sortir du film, on ne peut que s'interroger comme Jean-Michel Carré, « *sur l'humanité d'une société où une partie de sa jeunesse accepte, consciemment ou inconsciemment, d'aller en prison pour vivre mieux ou simplement survivre. Une société où l'on se sent plus protégé en étant incarcéré ne peut être qu'une société malade.* »

Muriel et Patrick

(1) Ce qui explique la nature différente de la « délinquance » des femmes par rapport à celle des hommes..

N.B. : production-distribution : « **Films Grain de sable** », **206, rue de Charenton, 75012 Paris. Tél. : 43.44.16.72. Fax : 40.19.07.56.**



Ce film est une véritable gifle à la face des citoyens

Henri **CARTIER-BRESSON**

FORUM
« Galères de femmes »
avec Jean-Michel Carré
et l'équipe de « Ras-les-Murs »
(Radio Libertaire)
samedi 13 novembre - 15 h
librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° Oberkampf)
75011 Paris

RENDEZ-VOUS

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès tient désormais sa permanence du 102, rue d'Alembert (dans le local du CDESI), le mardi de 18 h 30 à 20 h 30.

RENNES
Où joindre la FA sur Rennes : groupe FA, MJC Rennes centre, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes. Tél. : 99.59.34.07. Permanence : mardi soir.

MOSELLE/BAS-RHIN
Pour joindre la FA, contactez le groupe Ne Plus Subir aux adresses suivantes :
• Moselle : Ne Plus Subir, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach.
• Bas-Rhin/Moselle-sud (Sarrebourg) : Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 35 (octobre) d'*Infos et analyses libertaires*, mensuel de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, est paru. Au sommaire : dossier Léo Ferré, dossier antimilitariste, luttes sociales, l'Ariège avec le village estival Ecotopia de Durban-sur-Arize et le festival « Notes en Bulle 93 » d'Artigues, l'opinion publique façonnée par la presse, sport et médias, Somport : massacre pour une vallée.
Ce numéro, de belle facture tout au long de ses 24 pages, est vendu à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. On peut également s'y abonner pour un an au prix de 75 F (prix militant : 100 F, et de soutien : 150 F), en ajoutant 15 F pour les frais de port. Chèque à l'ordre du CES.
Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le groupe Henry-Poulaille tient à la disposition des lecteurs plusieurs centaines d'exemplaires du *Monde libertaire* entre 1973 et 1993. Ils sont à vendre 3 francs pièce (plus port). Pas d'année complète.
Le montant des ventes reviendra au *Monde libertaire*.
Ecrire au groupe Poulaille, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DURBAN-SUR-ARIZE (ARIÈGE)

Le village écologique ECOTOPIA une expérience positive

DURANT TOUT LE MOIS D'AOUT, trois cent cinquante passionnés d'écologie se sont retrouvés sur le site du château de Saint-Barthélemy à Durban-sur-Arize, situé sur le triangle Foix-Saint-Girons-Le Mas d'Azil (Ariège).

Des ateliers de réflexion aux réalisations concrètes, l'autogestion était au rendez-vous, et la démocratie directe a battu son plein.

Cette manifestation, sous le nom d'Ecotopia, était co-organisée par European Youth Forest Action (EYFA) et le Mille-Pattes, association loi 1901 à but socioculturel (Milles-Pattes, BP 96, 09200 Saint-Girons). Il est intéressant de noter que le dynamique groupe d'individus qui la compose est tout entier animé du désir de sortir « carrément » de la routine. Preuve en est le fonctionnement adopté reposant sur des bases anti-autoritaires, refusant le pouvoir et la hiérarchie, d'où qu'ils viennent (élus ou partis politiques), sans pour autant écarter telle ou telle collaboration, comme c'est le cas avec la liaison FA de l'Ariège, qui a participé à la préparation d'Ecotopia. Preuve encore le souci de mettre sans cesse en avant des idées d'alternatives économiques et écologiques. De là à faire le pas vers l'organisation d'un réel mouvement contestataire organisé, il n'y a pas loin, et nous leur souhaitons un grand bond !

Nous avons donc rencontré Fred, militant du Milles-Pattes, ayant vécu le village écologique Ecotopia.

***Infos et Analyses libertaires* :** *Ecotopia ressemble fort à un rassemblement politique.*

Fred : Politique au sens large du terme. Il ne faut pas rentrer dans le piège des mots. Le rassemblement était politique dans le sens où l'on a parlé de la vie des gens, on s'est occupé de notre vie, donc c'est forcément politique.

***Infos* :** *Concrètement, que s'est-il passé, que s'est-il fait ?*

Fred : Avant Ecotopia, il y a eu l'installation d'un four à pain, de douches à décantation, d'un abri nourriture, d'un système sanitaire de huit WC sur des fûts de deux cents litres, la DDASS ayant refusé notre système d'évacuation-épandage. Pendant Ecotopia, des panneaux solaires ont été installés pour l'électricité et le chauffe-eau. La nourriture provenait des producteurs bio locaux (lait et légumes frais), et de Hollande (c'est moins cher), le tout charrié par deux mules et un plateau (plus de trente cinq tonnes pour le séjour). Elle était végétarienne. Un « écobar » a fonctionné, avec de la bière bio. Les déchets étaient triés et gérés en fûts (verre/fer/plastique/divers).

Eviter tout ce qui se retrouve dans la vie courante

Sur ce qui s'est fait, on peut retenir le chantier de restauration du château, où trois à cinq personnes ont participé chaque jour ; la remise en état d'un sentier pédestre à Alos, sur l'idée de notre copain Gérard Lorne. Cela, c'est plus l'aspect viabilisation du site.

Pour le côté « loisirs », il y eut toute une série de spectacles : théâtre devant le château, chansons européennes, percussions, musique tzigane, l'orgue de barbarie de Gérard... Des sorties aussi : aux concerts des copains de La Barthe, gratos, où il y avait mille personnes ; à la vallée d'Aspe le jour de sortie de Pétetin. Enfin des journées portes ouvertes qui furent très bien perçues par les « autochtones » fort nombreux à se déplacer.

***Infos* :** *L'organisation de la vie collective, le partage des tâches, comment s'effectuaient-ils ?*

Fred : L'objectif était de faire vivre un village écologique. Nous avons voulu éviter tout ce qui se retrouve dans la vie courante, cadrée, minutée, prévue. Donc, nous étions le moins possible organisés, de manière à ce que chacun redécouvre par lui-même des règles de vie. C'est vrai que ce n'est pas évident.

Les activités étaient affichées tous les matins et les gens allaient ou n'allaient pas : taille de pierre, musique classique, ateliers clowns, constructions de huttes, coupe de bois... Il y avait un meeting après le repas. Les tâches matérielles se répartissaient de manière spontanée, les volontaires s'auto-désignant, avec parfois bien sûr quelques moments de latence. Il faut dire que l'aspect « vacances » était de la partie. Pour la bouffe, c'était Rantanplan, une équipe d'EYFA, qui s'en occupait.

***Infos* :** *Donc pas trop de problèmes relationnels...*

Fred : Non, les rapports entre les gens étaient normaux, parfois vifs, mais toujours mesurés. Mais tu sais, l'après-midi, le village était déserté pour des balades, des randonnées, des baignades...

***Infos* :** *Ecotopia a-t-il été un coup de pouce au Mille-Pattes ?*

Fred : Oui. Cela a permis la réelle création d'un espace socioculturel, qui a fonctionné. Pratiquement l'adduction d'eau pour le site ne se serait jamais faite sans Ecotopia. C'est devenu un lieu de rencontres où tous les week-ends, une dizaine de personnes continuent de se retrouver pour bosser au château, mais aussi à échanger des idées, à discuter. La rencontre et l'échange d'idées entre Européens, c'est le premier objectif Ecotopia, nous le poursuivons ici. Un bon nombre des Européens présents a prolongé son séjour dans la région.

***Infos* :** *Des projets pour Ecotopia, pour le Milles-Pattes ?*

Fred : Ecotopia sera l'an prochain dans un autre pays, c'est le bureau d'EYFA qui s'en occupe. Pour nous, c'est la poursuite de l'étincelle. Ecotopia a été le déclencheur par rapport à l'endroit (le site). La restauration du château continue, avec d'ici deux ans l'installation d'un « espace concert » devant la façade. D'un autre côté, les bâtiments « en dur » construits sont là utilisables. Le site doit rester une possibilité de lieu de séjour pour EYFA, mais pour d'autres également. La porte est ouverte !

Propos recueillis par Alain Feliu de la liaison FA de l'Ariège (extrait d'*Infos et analyses libertaires*, n° 35, octobre 1993)

Amis lecteurs

Le transfert en province de l'enregistrement et du suivi de nos abonnements amène un allongement des délais de ces opérations. Il peut ainsi s'écouler de un à trois numéros entre l'arrivée de votre bulletin au siège de l'administration, à la librairie du Monde Libertaire, et la réception du premier numéro de votre abonnement. Cependant, nous tenons à préciser à nos abonné(e)s qu'ils ne subissent aucun préjudice puisque les abonnements se font pour X numéros à partir de la date d'enregistrement de leur abonnement chez notre routeur (et non à la date d'arrivée ou de débit de leur chèque).
Pour éviter tout désagrément, il est souhaitable de ne pas attendre le dernier numéro pour se réabonner. Pour nos lecteurs distraits ou imprévoyants, pour les collectionneurs, les fans, nous leur enverrons gratuitement les deux ou trois numéros qui viendraient à leur manquer. Nous étudions la meilleure façon de remédier à cette situation.

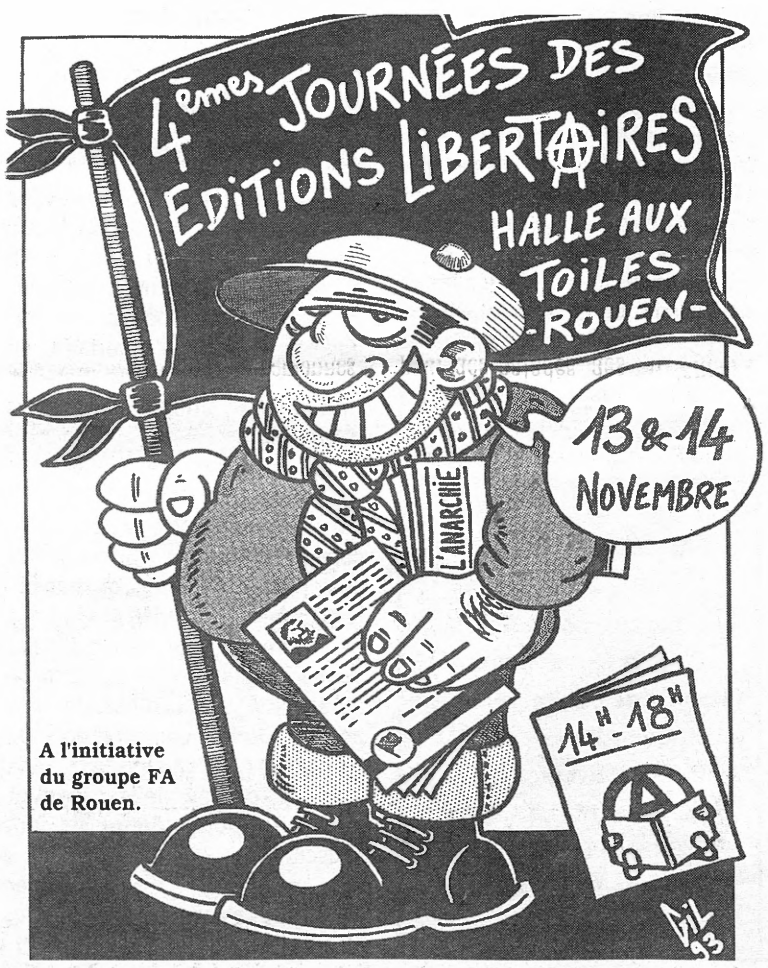
Jean-Jacques Legois (administrateur ML)

Le caveau « La Bohème »/ théâtre Les Déchargeurs présente ELISABETH GUIMOU DE LA TRONCHE
samedi 13 novembre à 20 h 30
samedi 27 novembre à 20 h 30
samedi 18 décembre à 20 h 30
Prix des places : 80 F (tarif réduit : 60 F)
Caveau « La Bohème »/ théâtre des Déchargeurs 3, rue des Déchargeurs (M°/RER Châtelet) 75001 Paris.
Réservations : 42.36.10.29 et 42.36.00.02.

« PAËLLA PARTY » à l'initiative du Syndicat des employés et travailleurs précaires du commerce et de l'industrie (CNT)
samedi 13 novembre
33, rue des Vignoles (M° Avron) 75020 Paris
17 h : ouverture à la sangria ;
18 h : spectacle avec Joyet et Roll Mops (humoristes) ;
19 h : grande bouffe avec animations par les artistes de la rue de Vitruve.
Participation aux frais : 50 F.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Contre les guerres et tous les nationalismes !, Superphénix ou la démocratie autoritaire (suite p. 3).
PAGE 2 : Symposium international sur la guerre en ex-Yougoslavie, Contre la guerre pour la solidarité antimilitariste, Programme 11 novembre.
PAGE 3 : Onze mots de trop dans l'affaire HB, Superphénix ou la démocratie autoritaire (suite de la « une »), Association, La Confédération paysanne expulsée de Matignon.
PAGE 4 : XIIe Congrès de la Confederacion general del trabajo (suite p. 5).
PAGE 5 : XIIe Congrès de la Confederacion general del trabajo (suite de la p. 4), Antifascistes contre Republikaners, Pérou : la politique de Fujimori, le mouvement anarchiste et le Sentier Lumineux.
PAGE 6 : L'université de Lyon III s'offre à Mac Donald, Les marchands à la fac, Le mensonge de M. Bayrou.
PAGE 7 : « Mémoire de la mine », « Galères de femmes », « Comme un roman », Rappel d'« Art et anarchie ».
PAGE 8 : Le village écologique ECOTOPIA... une expérience positive, Infos FA, Amis lecteurs.



A l'initiative du groupe FA de Rouen.